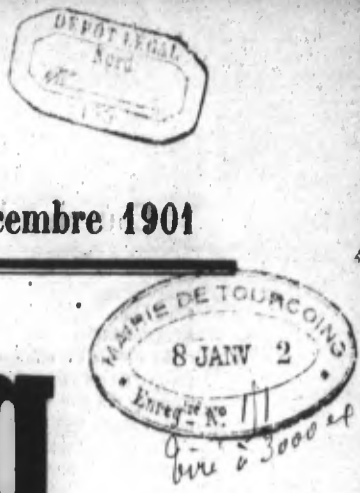


Courrier de Tourcoing

JOURNAL RÉPUBLICAIN HEBDOMADAIRE



ABONNEMENTS
 6 mois fr. 2.50
 un an fr. 5.00
 Département et Étranger : le port en sus

Rédaction & Administration
 52, Rue du Château, TOURCOING

INSERTIONS
 Annonces . . . la ligne, 15 cent.
 Réclames . . . id. 40 cent.
 Demandes d'emploi : id. 10 cent.

AUTOUR D'UN MONUMENT

Depuis l'affaire Dreyfus, nous sommes divisés en plusieurs catégories de français, de républicains, d'honnêtes gens.

Pour les uns, la Patrie est sacrée, la République doit exister de fait au profit de tous et l'honnêteté doit être la base de toutes nos actions. Pour les autres, il n'y a pas de patrie, il n'y a qu'une association universelle de malfaiteurs publics, la République est uné marchandise qui doit leur donner des profits et l'honnêteté une blague.

A propos d'un député qui a pensé faire son devoir en périssant sur une barricade où il a été tué, il y a eu des souscriptions pour lui élever un monument; on a fait faire une statue, et dès qu'elle a été mise en place, les prétendus républicains de la fausse République ont voulu jouer une petite comédie à leur bénéfice.

Le 8 décembre, il devait y avoir une grande fête au faubourg Saint-Antoine, pour l'inauguration de ce monument. En sa qualité de Président du Conseil municipal de la ville de Paris, M. Dausset devait y prononcer un discours. A propos de ce discours, un vent de terreur est passé sur l'Élysée et sur les ministères, et la cérémonie a été renvoyée au 22 décembre.

Nos gouvernants avaient une grande peur; ils craignaient un mouvement révolutionnaire, capable de renverser l'assiette dans laquelle ils prennent à pleines mains, ce bon beurre qu'ils aiment tant et qu'ils ne retrouvent pas ailleurs.

La défense républicaine a eu la frousse; il lui a fallu quinze jours pour organiser ses mesures policières extraordinaires, afin qu'elle puisse jouer tranquillement sa petite comédie devant la statue de Baudin et en présence d'un public composé de quelques centaines d'amis, doublés par des mouchards et des agents de police en bourgeois, quatre cents personnes environ.

Pendant trois jours et presque trois nuits, les habitants des maisons proches du monument ont été ennuyés par le bruit des marteaux frappant fort pour édifier les tribunes, les barrières et les décors.

Le dimanche 22 décembre, dès huit heures du matin, la police avait envahi le faubourg Saint-Antoine et l'avenue Ledru-Rollin; des barrages avaient été établis à une grande distance et les habitants étaient bloqués chez eux; il fallait des permis pour entrer ou pour sortir de chez soi, la police avait ordre de tenir la voie publique complètement vide entre les barrages.

Pour une fête, cette inauguration n'en a pas été une, elle a été une pénible corvée pour les membres du gouvernement, pour la police et pour les militaires; même pour les pompiers qui ont été consignés dans leurs casernes.

Les membres du Conseil municipal avaient décidé de se rendre au monument, mais ils ont été obligés de faire comme le public de s'arrêter aux barrages établis par la police. M. Dausset et les conseillers qui l'accompagnaient, seuls ont pu passer.

Un mouvement considérable de population s'était produit sur la place de l'Hôtel-de-Ville, et aux environs; la Ligue des patriotes devait s'y rassembler, mais elle en a été empêchée par la police.

La population parisienne était arrêtée par les barrages à la place de la Bastille et partout où la police et la troupe avait organisé la défense républicaine, il y avait de l'infanterie et de la cavalerie. On avait oublié d'établir des batteries d'artillerie; avec cela, la défense eût été mieux organisée.

A dix heures, les présidents et les ministres avaient pris place sur la scène de la comédie d'inauguration. Les places réservées, qui figuraient la salle de spectacle, étaient occupées par un cinquième environ des personnes qui pouvaient y contenir.

Comme habitant d'un appartement ayant quatre fenêtres sur l'avenue Ledru-Rollin, en face de la statue de Baudin, nous nous trouvions aux premières loges pour tout voir et tout entendre.

Nous étions étonnés de voir si peu de monde dans la salle de spectacle, nous nous demandions où était le peuple; il paraît que le gouvernement de la défense républicaine l'avait mis au vestiaire.

M. Fallières lit son discours, il commence en disant : « L'honneur que nous

venons rendre à Baudin, nous réunit dans un sentiment de commune réprobation pour un crime que rien n'a pu absoudre. »

Ne parlez pas des crimes des autres, M. Fallières, maissouvenez-vous de votre jugement de la Haute-Cour.

Après son petit récit de l'histoire de la mort de Baudin, le Président du Sénat, à peu près à la fin de son discours, dit : « La France a connu des fortunes diverses, le silence dans la servitude, le désastre dans la guerre et le relèvement dans la liberté. »

M. Fallières ose parler de servitude et de liberté, lui qui fait partie d'un gouvernement qui tient la France dans la plus honteuse des servitudes et qui porte journellement atteinte à la liberté.

M. le Président de la Chambre des députés à la parole. Voilà un orateur qui a de l'organe et qui dit bien; quant à penser, c'est autre chose. M. Deschanel dit à sa façon ce qu'il pense du 18 Brumaire et du 2 décembre; avec un talent incontestable, il expose ses idées qui peuvent paraître justes pour les uns et injustes pour les autres; en politique tous les citoyens n'apprécient pas les faits historiques de la même façon. De ce discours, nous ne retiendrons que quelques paroles : « L'omnipotence d'une majorité factice aboutit aux mêmes résultats que l'omnipotence d'un homme; l'anarchie produit les mêmes effets que les aberrations du pouvoir personnel, et révèle chez un grand nombre le malin instinct d'un gouvernement despotique. Qu'est-ce donc à dire? Sinon que la Nation est souveraine. »

Vous avez raison, M. Deschanel, la Nation est souveraine, c'est pourquoi nous sommes des nationalistes et de véritables patriotes, et reconnaissez que nous avons raison de l'être.

M. Waldeck termine la série des discours; nous n'entendons rien, nous ne voyons rien, nous ne sentons rien de ce qu'il dit; nous avons été obligés de lire son discours, duquel nous ne retenons que les mots de la fin : « Ainsi, Messieurs, Baudin nous laissait un grand exemple, l'époque qui a vu ces choses nous laisse une grande leçon. »

M. Waldeck, vous êtes bien loin de l'exemple que Baudin nous laissait. Quant à l'époque que vous nous laissez après elles des leçons, celle que nous vivons nous laissera le dégoût d'un gouvernement comme le vôtre et la leçon de vos changements d'opinions et de votre alliance avec les anarchistes.

La comédie est finie, les artistes se retirent. A ce moment, M. Dausset s'approche de la statue de Baudin, il se découvre et prononce quelques paroles; immédiatement les argousins de la police se précipitent sur lui et ils s'emparent de sa personne en cherchant à lui faire un mauvais parti; ses amis le soutiennent et une bousculade se produit.

Le Président de la République est monté en voiture, quelques rares cris de vive Loubet ont été entendus.

La police conduit M. Dausset, la bousculade continue en nne possée vers la sortie; des cris de : « Conspuiez Loubet ! » se font entendre.

Enfin, M. Dausset monte en voiture, chacun s'en retourne comme il peut, lentement.

Toute l'après-midi et dans la soirée, les barrages ont été maintenus, la police est restée sur pied; ce n'est que le lendemain que ces messieurs du gouvernement ont pu être rassurés. Ce n'était pas encore le moment de la révolution qui doit les emporter.

De cette comédie, de ces discours prétentieux, de cette formidable manœuvre policière, de tous ces excès de pouvoir, le peuple saura se souvenir; il en retiendra l'immoralité. Au mois de mai, il fera voir comment il sait défendre ses droits; alors messieurs les Dreyfusards, vous vous apercevrez que la Nation est souveraine.

Au nom du suffrage universel, nous vous jetons notre gant à la face, et nous vous provoquons à venir lutter contre nous, dans des réunions publiques contradictoires.

Charles MEISS.

INFORMATIONS POLITIQUES

L'emprunt Caillaux

Les journaux ministériels excellent, en annonçant les résultats de l'emprunt : — Succès énorme, inouï, prodigieux, ébouriffant!

Emprunt souscrit vingt-cinq fois ! Le gouvernement ne demandait que 265 millions, on lui a apporté cinq à six milliards !

Suit le petit couplet obligatoire sur la mauvaise foi des nationalistes qui osaient prétendre que la France n'était plus aussi riche qu'autrefois et que la confiance dans la solidité du crédit de l'Etat, avait considérablement diminué.

Il suffit d'examiner une minute les chiffres de la souscription, pour découvrir sous ces diatribes intéressés et commandés un nouveau bluff par lequel les gogos irréductibles peuvent seuls se laisser abuser.

Qui donc a souscrit vingt-cinq fois l'emprunt de 265 millions ?

Est-ce la petite épargne ? Est-ce le paysan, le petit commerçant, le bourgeois, le vrai souscripteur en un mot, celui qui apporte réellement son argent à l'Etat et qui le lui apporte, non pour spéculer, mais pour faire un placement ?

Pas le moins du monde !

Les prétendus six milliards ont été souscrits, pour leur presque totalité, par la Haute Banque, et la Haute Banque ne les a souscrits, cela va sans dire, que parce qu'elle savait fort bien qu'il ne s'agissait que d'une souscription fictive, et qu'elle n'aurait pas à verser d'argent pour l'instant.

La preuve, on la trouve dans les détails de la souscription.

Où est la Haute Banque ? Où opère-t-elle ?

A Paris, n'est-il pas vrai ?

Or, on nous apprend que Paris a souscrit à lui tout seul pour 188.683.120 francs de rentes, tandis qu'ils province — c'est-à-dire le souscripteur réel et sincère, la petite épargne — n'en a souscrit que pour 9.902.737 francs.

Voilà des chiffres assez démonstratifs.

C'est toujours la même comédie. Lorsque M. Thiers fit, après la guerre, l'emprunt de libération, un financier lui demanda :

— Voulez-vous un succès fou pour votre emprunt ?

— Jo crois bien l dit M. Thiers.

— Eh bien, accordez à la Haute Banque la faculté de souscrire en ne s'engageant à verser que le lendemain du jour où elle sera remplacée les titres.

M. Thiers fit ce qu'on lui demandait. Et l'emprunt fut souscrit pour 45 milliards, qui n'ont jamais existé en France.

On abuse si souvent des emprunts depuis, qu'en 1885, disait récemment un membre de la commission du budget, les derniers emprunts étaient encore en banque, et les intéressés résistaient à l'établissement de nouveaux impôts. Au bout de deux heures de discussion, Jules Ferry se croisa les bras et demanda :

— Cela peut-il durer six mois ?

— Oui, lui répondit-on.

— Eh bien, on ne le dira qu'après les élections... C'est le même système qui recommence.

La Haute Banque souscrit vingt-cinq fois l'emprunt, mais à la condition de ne rien verser. Dans quelque temps d'ici, les bons gogos, méfiant et réfractaires tout d'abord, se rassureront peu à peu, parce que la presse ministérielle leur répètera sur tous les tons :

— Vous voyez bien que le crédit de la France est insépuisable !

Ils sortiront alors leurs beaux ecus, les bons gogos, et ils les remettront aux banquiers contre du papier à vignettes. Le tour sera joué, et les titres, soigneusement majorés, seront remis aux nouveaux titulaires, sans que les établissements de crédit, qui auront passé la main au public, aient risqué un centime.

Ce sont des expédients de ce genre qui permettent à nos Caillaux de faire les redonnements, et cela durera jusqu'au jour où...

Tant va la cruche à l'eau !

Le Tsar et les socialistes

On se rappelle encore certainement de quelle façon la presse révolutionnaire accueillit le voyage du Tsar Nicolas, lors de son dernier voyage en France.

Pour la presse socialiste, le Tsar n'était, et n'est encore, qu'un tyran odieux; et nos confrères de la presse avancée ne le désignaient plus guère que sous le nom de « pendeur et knouteur de toutes les Russes. »

Si, si nous en croyons la Petite République elle-même, le Tsar serait complètement changé, il s'intéresserait de plus en plus à la classe ouvrière, n'est-ce pas admirable ?

La Petite République nous a apporté cette affreuse nouvelle, sans dissimuler d'ailleurs sa profonde indignation. Le prolétaire n'est plus aux yeux du Petit Père la bête à produire et la chair à canon; il est devenu l'ami, le bon et sympathique travailleur digne de toute la sollicitude du pouvoir. Si le Tsar se met à aimer et à protéger les ouvriers, sur qui pourra-t-on compter désormais ?

Croiriez-vous qu'à Minsk un fonctionnaire du gouvernement présidé, en personne, une série de réunions ouvrières et provoqué la fondation de coopératives de production et de caisses de secours mutuels ! A Moscou, les ouvriers mécaniciens ont pu discuter librement sur les mesures propres à améliorer leur condition. Des professeurs de l'Université ont prêté leur concours à ces réunions. Et les autorités ont déjà ratifié les statuts d'une caisse de secours pour les ouvriers mécaniciens. C'est la fin de tout !

Si les travailleurs parviennent si aisément à assurer leur existence et se sentent protégés ou libres seulement, ils n'auront plus de raison de demander un bouleversement social. Déjà les doctrines révolutionnaires rencontrent plus de résistance. Et voilà ce qui désole les braves cœurs de la Petite République.

Mieux vaudrait, assurément, le régime du fouet et une affreuse misère qui s'abatrait sur la classe ouvrière; car l'idée de la révolte naît dans le désespoir. Le socialisme est la pâture des ventres creux.

Ils sont féroces, vraiment, ces propagateurs de la foi révolutionnaire. Ils vont, quêtant dans le monde les catastrophes et les ruines; ils quêtent les souffrances, escomptant la famine : — Ici l'on est heureux. Horreur ! Passons ! — Ici l'on meurt de faim. Joie ! Nous voici !

M. Jules Guesde fit un jour cet aveu public qu'il se réjouissait de voir des patrons refuser aux ouvriers une amélioration de leur sort, que ceux-ci avaient attendue après plusieurs semaines de grève, au prix de terribles privations. — Maintenant, s'écria l'odieux doctrinaire, ces ouvriers sont bien à nous. Ce sont de bons soldats pour la révolution. Car, c'est la misère qui fait des révoltés, tandis que la charité n'en fait que des résignés.

La Petite République nous montre aujourd'hui que sur ce sujet tous les socialistes sont d'accord. Plus les ouvriers souffrent, plus ils sont excitables et plus ils sont accessibles à la propagande révolutionnaire. Et voilà pourquoi les grèves, par exemple, sont si ardemment propagées et entretenues par les comités et les organes socialistes. Les grèves propagent la misère et la haine.

Qu'il y ait des hommes pour faire de pareilles spéculations, c'est déjà fort; que, pour réaliser leurs sordides desseins, ils aient pris le masque de bons apôtres et se présentent comme les meilleurs amis des ouvriers qu'ils exploitent, c'est odieux. Mais, que les ouvriers, maintes fois trompés et sans cesse avertis, continuent à donner leur confiance à ces féroces exploitateurs, c'est ce qui dépasse l'entendement.

Que faire ? Continuer à rechercher leur bien et défendre leur cause, quand même dénoncer l'utopie, combattre la misère et ne pas craindre enfin de se montrer socialistes dans le vrai sens chrétien ou plutôt humain, car çs n'est dangereux que pour le socialisme même.

Les enfants Boërs dans les camps de reconcentration

« Les enfants de New-York et de New-Rochelle, nous dit l'agence Paris-Nouvelles, ont adressé, à l'occasion des fêtes de Noël, aux enfants boërs prisonniers aux Bermudes, un superbe envoi de jouets et de cadeaux de toutes sortes. » Cette dépêche, je me demande si aucun homme de cœur n'a pu lire sans une profonde mélancolie, sans même un peu de désespoir.

Assurément, il est bien qu'on ait songé à faire ce geste de pitié sur jeunes rejetons de l'oncle Jonathan. Le dieu Dollar n'a donc pas étouffé tout sentiment de générosité au pays des frusts. Ce n'est pas, d'ailleurs, la première manifestation de ce genre qui s'y produise. Mais comment ne pas sentir combien elle est platonique, nous n'osons dire stérile. Quoi ! ces mains d'enfants tendues à leurs pères frères martyrs, c'est là tout ce que trouve le monde entier, en compensation de deux ans de souffrances indicibles et inouïes ! Quoi, c'est là le dernier mot de notre philanthropie, de notre esprit de justice, de notre courage !

Malgré les superbes cadeaux qu'on leur envoie, nous songeons à la situation affreuse des enfants boërs. Peut-être les infortunés qui furent transportés aux Bermudes y sont-ils moins à plaindre que ceux de Bloemfontein; on voudrait le croire pour l'honneur de l'humanité. Mais rappelez-vous la relation si émouvante dans ses détails brefs et précis de miss Hobhouse. C'était l'an dernier, à peu près à cette époque; la vaillante jeune fille parcourait les camps de reconcentration de l'Orange et du Cap. De ce qu'elle vit, Dante eût fait un Noël infernal pour les damnés.

Les enfants et les mères couchaient sur la terre nue, sous des tentes étroites alternativement embrasées par le soleil et inondées par la pluie, mais sans cesse infestées par des miasmes pestilentiels. Peu ou point de lait pour les nouveau-nés que le sein maternel ne saurait nourrir. Pour les plus grands, peu d'autre eau que celle de la Modder river, cette eau dont le médecin anglais disait : « En boire ou avaler des germes typhiques, c'est la même chose ». Comme nourriture, on leur donne de la viande déjà mangée par les vers, et leur accorde-t-on une légère ration de café, le breuvage sent le cuivre et est imbuivable.

Nous n'irons pas plus loin, nous ne referons pas le noir tableau de ces horreurs dénoncées, abominées, maudites, mais qu'on laisse continuer, que l'univers se déclare impuissant à faire cesser. Et ce souvenir obsessionnel nous gêne toutes les joies, car, nous ne parvenons pas à oublier ces camps affreux où la maladie, la famine et la mort déciment les enfants et les femmes des héros. Oui, encore une fois, il est bien de penser à leur envoyer des cadeaux, à leur assurer un Noël moins triste, mais qui leur assure les moyens de vivre, de recouvrer leur liberté, leur indépendance, leur foyer dévasté par les pillards de Kitchener.

La France d'autrefois l'eût peut-être fait; mais la France d'aujourd'hui ne veut plus se souvenir de ses traditions et de son ancienne gloire.

Courrier Parlementaire

Le Parlement a terminé ses travaux mardi dernier. Mais, quelques minutes avant la lecture du décret de clôture, formalité toujours agréable à remplir pour un chef de gouvernement, il s'en était fallu de bien peu que le ministère ne fût renversé. Pensez donc, M. Waldeck-Rousseau lui-même avait donné; il avait nettement posé la question de confiance, et il ne triompha qu'à trente-quatre voix de majorité. C'est dire que l'alarme fut chaude. Pendant le dépouillement, on crut même que le crédit était repoussé, donc que le gouvernement était renversé. A ce moment-là, c'était bien gai ! Certains socialistes qui, avaient voté contre le gouvernement

étaient littéralement arterrés. Si, par malheur, M. Waldeck-Rousseau était tombé, jamais certains de ceux qui eussent aidé à sa chute ne se le seraient pardonné !

Il s'agissait des fonds secrets. M. Benesoch d'abord, un socialiste convaincu celui-là, et qui est encore un brève homme, M. Georges Berry ensuite, vinrent en demander la suppression. Le sieur Allemane parla, lui aussi, sur ce sujet qu'il connaît à fond, mais, comme le dit fort justement M. Charles Bernard, il fut impossible de savoir si le député socialiste ministériel du onzième arr. de Paris demandait que les fonds secrets fussent augmentés ou supprimés. Son apparition à la tribune fut d'ailleurs comprise de tout le monde, Waldeck avait besoin de faire donner un coup de pied.

Quant au président du conseil, il se garda bien de défendre l'institution des fonds secrets. Il se contenta d'adresser, avec son insolence habituelle, une aomnation à sa majorité, et lui signifia qu'elle perdrait le plus tyran des présidents du conseil si les fonds secrets étaient repoussés.

Nous savions à quoi nous en tenir sur le résultat final. Ce n'est pas à la veille des élections qu'on peut s'attendre à voir la Chambre supprimer ces fonds secrets, sur lesquels comptent une foule de députés pour payer leurs frais électoraux.

Mais, nous le répétons, il y a au trente-quatrième voix de majorité seulement. Il était bon de consulter le scrutin public.

Or, une vingtaine de députés de l'opposition ont voté le maintien des fonds secrets ! Tout s'explique. Mais alors, si chacun se place à son petit point de vue, comment peut-on espérer arriver au mois de mai prochain à renverser la bande dont tout le monde se plaint et qui ne se maintient au pouvoir que grâce à la faiblesse de ses adversaires !...

Bien entendu, la Chambre s'est séparée sans avoir voté le budget.

A une majorité formidable, la Chambre a voté les douzièmes provisoires demandés par le gouvernement. Les farouches opposants, ceux qui, chaque matin déjeunent d'un ministre et chaque soir dînent d'un autre, ont naturellement voté le projet tel que l'avait présenté le ministre des finances. Les amis de M. Ribot en sont arrivés à voter pour des ministères qu'ils combattent à outrance.

Leur devoir d'opposants sembla de refuser en bloc tout ce qui proposerait les ministères. Mais si on ne veut pas être si intarissable, si cette règle doit recevoir une exception, avouez que ce n'est pas à l'heure où il s'agit de délier les cordons de la bourse. A ce moment, l'opposition devrait être d'une intransigeance farouche. Ah ! oui, allez donc essayer de faire comprendre cela.

Donc, les deux douzièmes ont été votés, et comme l'a très justement fait remarquer M. Lasies, cela fait treize douzièmes au cours de cette législature, c'est-à-dire trois douzièmes par an. C'est coquet ! M. Caillaux n'a point tenté de protester contre l'affirmation de Lasies. Il a simplement fait remarquer que le projet du budget avait été déposé par lui dès le mois de mai; que ce n'était donc point de par son fait si le budget n'était pas voté en temps utile.

Ce n'est point non plus la faute de la Chambre, puisque les rapports spéciaux n'ont pas été distribués.

Mais alors, à qui la faute ? Eh ! par bien, à la commission du budget. C'est ce qu'on a crié à M. Caillaux, et il s'est bien gardé de protester. Mais qu'est-ce que c'est donc que cette commission du budget ? La photographie exacte, mise en raccourci, de la bande ministérielle. Le F. M. Meunier qui la préside, le F. Merlou qui en est le rapporteur général, ne sont pas que des grotesques, ils sont encore des ministériels convaincus, des partisans résolus de la « défense républicaine. » Et ce sont eux, nous apprend M. Caillaux, qui sont responsables des douzièmes provisoires.

La vérité est que le Grand Orient désire que ce soit le ministère Waldeck-Rousseau qui fasse les élections, et il tient la majorité de la Chambre par l'argent. Tant que le budget n'est pas voté, il est impossible, en effet, de renverser un gouvernement, car personne ne se sent le courage de prendre la responsabilité financière endossée par un prédécesseur. Les francs-maçons le savent, et ils jettent du budget avec un cynisme que les députés de l'opposition n'ont pas encore songé un seul instant à démasquer.

L'ALCOOLISME

XL
L'alcool et la moralité
(suite)

L'alcoolisme conduit aussi presque fatalement à la violence et, nous ne le répèterons jamais assez, il est pour beaucoup dans le développement inouï et constant de la brutalité populiste. En exposant l'effet de l'alcool sur le cerveau et sur les diverses facultés intellectuelles, nous avons déjà montré comment l'alcool, en troublant leur fonctionnement, amène fatalement le perversissement de la conscience et prédispose le buveur à la criminalité en même temps qu'il surexcite le système nerveux et

